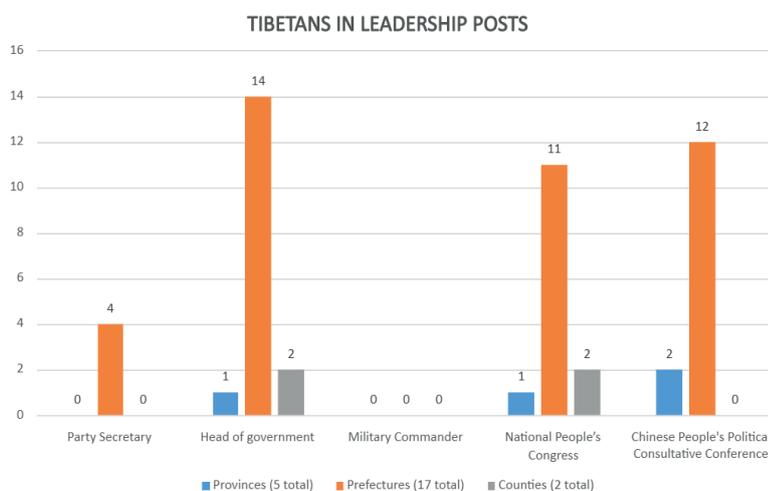


UNE NOUVELLE ANALYSE D'ICT RÉVÈLE QUE LES TIBÉTAINS N'ONT PAS D'ACCÈS VÉRITABLE AUX POSTES À RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT



LE GOUVERNEMENT CHINOIS AFFIRME QUE SOUS SON AUTORITÉ, LES TIBÉTAINS SONT « DEVENUS MAÎTRES DE LEUR PROPRE DESTIN » ET PARTICIPENT À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. UNE NOUVELLE ANALYSE D'ICT INDIQUE CEPENDANT QUE LES TIBÉTAINS SONT TENUS À L'ÉCART DES FONCTIONS DIRIGEANTES LES PLUS IMPORTANTES DANS LEUR PROPRE PAYS.

Pour réaliser son analyse, ICT a dressé la liste des actuels titulaires de ces postes dans la Région autonome du Tibet (RAT), ainsi que dans les préfectures et les comtés tibétains des provinces du Sichuan, du Qinghai, du Gansu et du Yunnan. Aucun des titulaires de ces postes n'est élu démocratiquement.

Selon l'analyse d'ICT :

- Aucun Tibétain n'a jamais occupé le poste de secrétaire du parti, le poste le plus élevé du parti, dans la RAT. Wu Yingjie, l'actuel secrétaire du parti de la RAT, est chinois.

- Sur les sept préfectures et villes de niveau préfectoral de la RAT, seules deux (Lhassa et Shigatse) ont des secrétaires de parti tibétains. Les cinq autres postes sont occupés par des Chinois.
- Les Tibétains n'occupent en outre aucun poste de haut niveau au sein du parti dans les régions tibétaines des autres provinces. Dans le Qinghai, qui compte six préfectures tibétaines, seuls deux secrétaires du parti sont tibétains. Dans le Sichuan (qui comprend deux préfectures

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Une nouvelle analyse d'ICT révèle que les Tibétains n'ont pas d'accès véritable aux postes à responsabilité du gouvernement
- 2 ICT salue la création du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme et plaide pour son application au Tibet
- 3 La réponse chinoise aux experts de l'ONU sur le Panchen-Lama est un mensonge historique absurde
- 4 Le chef du gouvernement tibétain en exil se rend à la Maison-Blanche pour la première fois
- 5 La Chine récompense les Tibétains qui travaillent au sein de son appareil de sécurité
- 6 Le septième recensement national chinois : un outil de contrôle des citoyens
- 7 Le point sur les prisonniers politiques
- 8 Suggestion de lecture
- 9 Événements à venir
- 10 Tibet Talks Europe



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +(1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

tibétaines), dans le Gansu (une préfecture tibétaine) et dans le Yunnan (une préfecture tibétaine), aucun des chefs de parti au sein des préfectures n'est tibétain.

Des Tibétains sont toutefois bien à la tête du gouvernement de la RAT et du gouvernement de cinq des sept préfectures de la région. Les préfectures des autres provinces disposent également de chefs de gouvernement tibétains et des Tibétains siègent au sein de l'Assemblée nationale populaire et de la Conférence consultative politique du peuple chinois dans les régions tibétaines. Tous ces postes sont cependant subordonnés à la direction du parti. En outre, aucune région tibétaine ne compte de commandant militaire tibétain.

Bien que la Chine affirme que les Tibétains se voient offrir les mêmes chances de travailler pour le gouvernement, leur absence aux postes de décision pourrait notamment découler de la méfiance des dirigeants chinois envers les Tibétains et d'un racisme latent à leur égard.

[Lire le rapport d'ICT, «Position without Power—Tibetan Representation in the Chinese Administrative System» \(Absents du pouvoir – la représentation des Tibétains au sein du système administratif chinois\).](#)

ICT SALUE LA CRÉATION DU RÉGIME MONDIAL DE SANCTIONS DE L'UE EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME ET PLAIDE POUR SON APPLICATION AU TIBET

ALORS QUE LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE A ADOPTÉ CE MOIS-CI UN NOUVEAU CADRE POUR SANCTIONNER LES RESPONSABLES DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A APPELÉ L'UE ET SES ÉTATS MEMBRES À L'UTILISER CONTRE LES FONCTIONNAIRES CHINOIS RESPONSABLES DE GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU TIBET.

Le [régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme](#), adopté le 7 décembre, vise les personnes, les entités et les organismes responsables de graves violations et atteintes aux droits de l'homme, impliqués dans ces actes ou qui y sont associés, quel que soit le lieu où ils se produisent.

Dans le cadre de ce nouveau mécanisme, les auteurs de graves atteintes aux droits de l'homme – y compris le génocide, la torture, l'esclavage, les exécutions extrajudiciaires, les arrestations ou les détentions arbitraires – se verront imposer des interdictions de voyager et un gel de leurs avoirs dans l'Union européenne. La décision d'établir une liste de noms dans le cadre du nouveau régime sera prise par les États membres, à l'unanimité au niveau du Conseil de l'Union européenne.

Le directeur des Affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a salué l'adoption du nouveau régime : «*Au Tibet, il est clairement prouvé que plusieurs dirigeants et organismes chinois aux niveaux local, provincial et national sont responsables de graves violations et atteintes aux droits de l'homme. Les actes de torture, les disparitions forcées et les arrestations ou détentions arbitraires, en particulier, sont devenus courants et systématiques au Tibet. Ces exemples relèvent clairement de ce nouveau régime de sanctions, et nous demandons donc instamment aux autorités compétentes des États membres de l'UE et à la Commission européenne d'identifier et de sanctionner les dirigeants chinois responsables de ces actes.*»

LA RÉPONSE CHINOISE AUX EXPERTS DE L'ONU SUR LE PANCHEN-LAMA EST UN MENSONGE HISTORIQUE ABSURDE

DANS UNE RÉPONSE À UNE COMMUNICATION DE L'ONU RÉCEMMENT RENDUE PUBLIQUE, LE GOUVERNEMENT CHINOIS A RÉFUTÉ SANS AMBAGES LES PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES PAR DES EXPERTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCERNANT SES INTERFÉRENCES DANS LA NOMINATION DES DIRIGEANTS BOUDDHISTES TIBÉTAINS.

Dans une [communication officielle envoyée en juin et rendue publique en août 2020](#), cinq experts et instances de l'ONU spécialisés dans les droits de l'homme avaient exprimé leur profonde inquiétude face au refus persistant de la Chine de révéler précisément

où se trouve le 11^{ème} Panchen-Lama, Gedhun Choekyi Nyima, et avait demandé qu'un observateur indépendant puisse lui rendre visite. Ils avaient également déclaré que les règles du gouvernement chinois sur la nomination des dirigeants bouddhistes

tibétains pouvaient « interférer, voire saper, de manière discriminatoire, les traditions et pratiques religieuses de la minorité bouddhiste tibétaine ».

> SUITE PAGE 3

Alors que la communication des experts de l'ONU mentionnait une compilation de principes des droits de l'homme concernant le droit des communautés religieuses de nommer leurs dirigeants sans intervention du

gouvernement, la réponse du gouvernement chinois, envoyée en juillet, indique simplement et de manière inexacte que le « statut et les titres religieux » du Dalai-Lama et du Panchen-Lama ont été établis par le « gouvernement

central » et qualifie les préoccupations des experts de l'ONU d'« ingérence étrangère ». Aucune référence ou explication n'est donnée en réponse aux arguments juridiques avancés par les experts de l'ONU.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT TIBÉTAIN EN EXIL SE REND À LA MAISON-BLANCHE POUR LA PREMIÈRE FOIS

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA CRÉATION DU GOUVERNEMENT TIBÉTAIN EN EXIL IL Y A 60 ANS, SON CHEF LOBSANG SANGAY A ÉTÉ REÇU À LA MAISON-BLANCHE LE MOIS DERNIER, DANS UN CONTEXTE DE VIVES TENSIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE.



Lobsang Sangay (à gauche), président du gouvernement tibétain en exil, et Ngodup Tsering, représentant du Dalai-Lama en Amérique du Nord, dans l'enceinte de la Maison-Blanche le 20 novembre. (Photo : Administration centrale tibétaine)

M. Sangay aurait rencontré des représentants du cabinet du président et du vice-président, ainsi que des personnes clés travaillant sur les questions liées à l'Asie et à la Chine. « Nous avons évoqué l'urgence de la question tibétaine, la voie médiane et notre lutte pour une véritable autonomie », a déclaré M. Sangay lors d'un entretien accordé à Voice of America. « J'ai exprimé mon souhait de voir la situation tibétaine s'améliorer et mon aspiration à une liberté fondamentale pour les Tibétains au Tibet. »

Avant cette rencontre, Lobsang Sangay avait été invité au Département d'État pour rencontrer le secrétaire adjoint Robert Destro, coordinateur spécial des États-Unis pour les questions tibétaines. Il s'agissait là encore d'une première.

LA CHINE RÉCOMPENSE LES TIBÉTAINS QUI TRAVAILLENT AU SEIN DE SON APPAREIL DE SÉCURITÉ

LE GOUVERNEMENT CHINOIS A INCLUS PLUSIEURS FONCTIONNAIRES TIBÉTAINS CHARGÉS DU MAINTIEN DE LA STABILITÉ DANS DES RÉGIONS TIBÉTAINES RÉTIVES DANS UNE LISTE DE LAURÉATS DÉCORÉS EN 2020, SIGNALANT AINSI CLAIREMENT QUE LES PERSONNES QUI TRAVAILLENT POUR L'APPAREIL DE SÉCURITÉ CHINOIS SERONT RÉCOMPENSÉES.

Les médias d'État chinois ont annoncé que 1 689 « travailleurs nationaux modèles » et 804 « travailleurs nationaux supérieurs » avaient été récompensés par le président Xi Jinping le 24 novembre. Trente d'entre eux étaient des Tibétains, dont un chef de

section de la milice, le chef d'un poste de contrôle du Bureau de sécurité publique d'un comté et le personnel des bureaux de sécurité publique dans les régions tibétaines



Le secrétaire du parti de la Région autonome du Tibet, Wu Yingjie, rencontre certains des « travailleurs modèles » et des « travailleurs supérieurs » à Lhassa, le 27 novembre.

> SUITE PAGE 4

> SUITE DE LA PAGE 3

rétives de Nagchu (en chinois : Naqu), de Ngaba (en chinois : Aba) et de Kardze (en chinois: Ganzi) où ont lieu des manifestations et/ou des immolations par le feu.

Même si, selon les médias officiels, ces prix ont pour but de promouvoir « l'esprit des

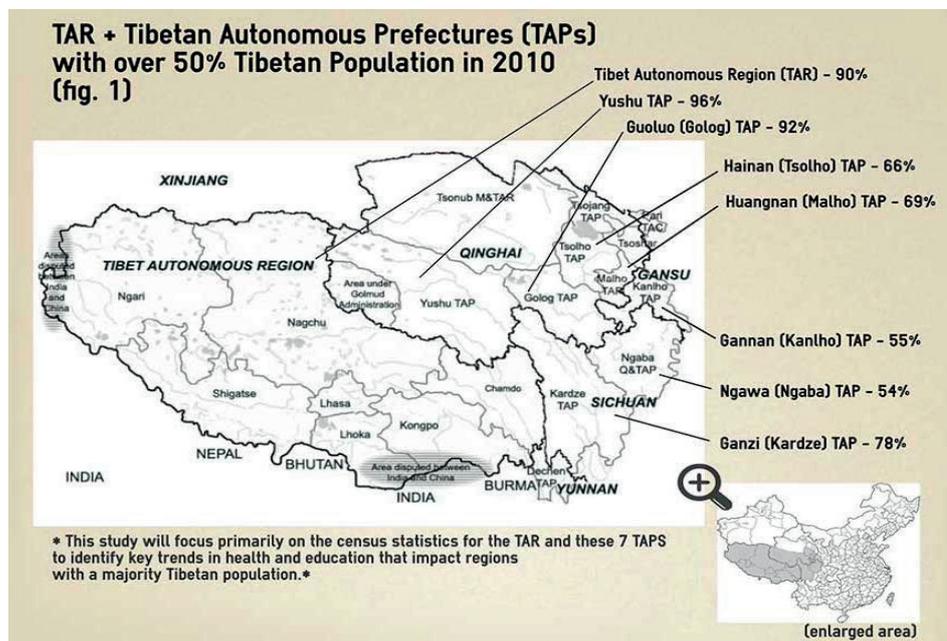
travailleurs modèles », « l'esprit de travail » et « la grandeur de la classe ouvrière chinoise et du peuple travailleur », ils font également passer le message que les Tibétains qui aident la Chine à exercer son contrôle sur le Tibet seront récompensés.

Dans la même veine, un film de propagande

sur la sécurisation des frontières tibétaines a également été [mis à l'honneur cette année lors des Golden Rooster Awards](#), la principale cérémonie de remise de prix de films en Chine – soulignant encore une fois que les autorités chinoises poursuivent leur propagande sur le « maintien de la stabilité » au Tibet.

LE SEPTIÈME RECENSEMENT NATIONAL CHINOIS : UN OUTIL DE CONTRÔLE DES CITOYENS

LA CHINE A ENTREPRIS SON 7^{ÈME} RECENSEMENT NATIONAL À LA FIN DE L'ANNÉE, ET BIEN QU'ELLE AFFIRME QUE LES INFORMATIONS RECUEILLIES SONT NÉCESSAIRES POUR ÉLABORER SES PLANS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'AUCUNS CRAIGNENT QU'ELLES NE SOIENT UTILISÉES POUR RENFORCER LE CONTRÔLE DE LA POPULATION.



au recensement doivent en effet désormais divulguer le nombre de membres de leur famille qui résident à Hong Kong, Macao et Taïwan ou qui sont des ressortissants étrangers. Cette exigence pourrait avoir des répercussions négatives sur les Tibétains, surtout au vu de l'arrestation en juin dernier de Lhamo, une tibétaine [accusée d'envoyer de l'argent à des membres de sa famille ou à d'autres Tibétains en Inde](#).

Le média d'État Economic Daily a également rapporté que, pour la première fois, les numéros d'identification des personnes recensées seraient consignés. Le système de collecte des données reliera électroniquement les informations recueillies aux numéros d'identification, ce qui permettra aux autorités de les utiliser à des fins politiques.

Population tibétaine (en pourcentage) au Tibet telle qu'elle figure dans le recensement de 2010. (Photo: <https://chinacensusintibet2010.wordpress.com>)

Selon les médias d'État chinois, environ 7 millions d'agents devaient se rendre dans les foyers pour récolter des informations destinées aux décideurs politiques et censées éclairer l'élaboration des politiques sociales et économiques dans les années à venir. Cet exercice est

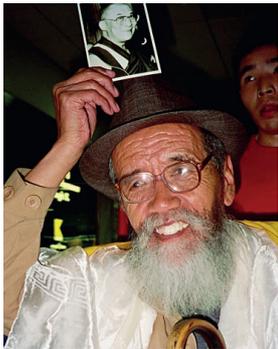
entrepris tous les dix ans, mais certaines modifications apportées aux formulaires cette année poussent à se demander si le recensement ne sera pas utilisé pour renforcer l'emprise sur la population.

Selon un [article de Reuters](#), les participants

Enfin, avec les changements introduits dans le recensement, l'État pourrait très bien décider d'identifier et de cibler certaines communautés, comme celle des Tibétains, pour ensuite les persécuter sans distinction, puisque l'appartenance ethnique doit être mentionnée sur le formulaire du recensement.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRISONNIER POLITIQUE TAKNA JIGME SANGPO



TAKNA JIGME SANGPO, QUI ÉTAIT LE PRISONNIER POLITIQUE TIBÉTAIN À AVOIR PASSÉ LE PLUS DE TEMPS EN DÉTENTION, EST DÉCÉDÉ LE 17 OCTOBRE DANS SA VILLE D'EXIL DE TURBENTHAL, EN SUISSE.

Né en 1926, Takna Jigme Sangpo a été arrêté pour la première fois en 1960, alors qu'il

enseignait à l'école primaire de Lhasa, et accusé de « corrompre l'esprit des enfants avec des idées réactionnaires ». Il a ensuite été condamné pour propagande « contre-révolutionnaire » en 1970, 1983, 1988 et 1991, après avoir scandé le slogan « Tibet libre » lors de la visite d'une délégation suisse à la prison de Lhasa.

En 2002, le gouvernement chinois [lui a accordé une libération conditionnelle pour raisons médicales](#) à la suite de pressions internationales, alors qu'il purgeait sa dernière peine de 28 ans pour « propagande et incitation contre-révolutionnaires ». Après

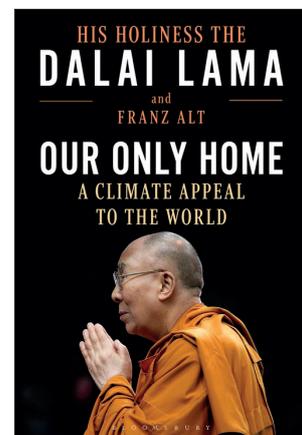
avoir été traité aux États-Unis, Takna Jigme Sangpo a demandé l'asile en Suisse, où il a continué à défendre la cause tibétaine avec acharnement.

Farouche défenseur des droits de l'homme et fervent partisan de la liberté tibétaine, Takna Jigme Sangpo a passé 37 ans – presque la moitié de sa vie – dans diverses prisons chinoises. Il incarne l'esprit indomptable du peuple tibétain et il a rappelé à la communauté internationale les aspirations et la détermination du peuple tibétain sous la domination chinoise.

En 2017, *International Campaign for Tibet* a soutenu la publication en anglais des mémoires de Takna Jigme Sangpo, « *Swirling Red Dust, the story of Tibet's longest-serving political prisoner* ». Les personnes qui souhaitent en obtenir un exemplaire peuvent contacter support@tibetwrites.in

SUGGESTION DE LECTURE

OUR ONLY HOME: A CLIMATE APPEAL TO THE WORLD (L'APPEL POUR LE CLIMAT DU DALAI-LAMA – ENTRETIENS AVEC FRANZ ALT), PAR SA SAINTETÉ LE DALAI-LAMA ET FRANZ ALT



Sauver l'environnement est notre devoir à tous. Chaque jour, les changements climatiques font disparaître des îles du Pacifique dans la mer, accélèrent l'extinction d'espèces dans des proportions alarmantes et aggravent une pénurie d'eau qui touche l'ensemble du continent européen. En bref, les changements climatiques ne peuvent plus être niés, alors qu'ils menacent notre existence sur terre. Dans ce nouvel ouvrage inspirant, le Dalai-Lama, l'une des figures les plus influentes de notre époque, appelle les décideurs politiques à enfin réagir pour nous sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons et combattre l'ignorance sur cette question. Il affirme que nous devons tous nous battre pour un monde différent et plus respectueux du climat, et permettre à la jeune génération de faire valoir son droit à reprendre possession de son avenir. De la voix du bien-aimé chef religieux mondial est né ce manifeste révélateur, qui donne à la génération actuelle les moyens d'agir et de protéger notre planète.

Cliquez [ici](#) pour commander cet ouvrage.



ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **1^{ER} JANVIER** : Début de la présidence portugaise du Conseil de l'UE
- **21 JANVIER**: Troisième cycle de l'Examen périodique universel du Népal au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
- **22 FÉVRIER – 19 MARS**: 46^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

TIBET TALKS EUROPE



« PLUS DIFFICILE À VISITER QUE LA CORÉE DU NORD » : L'ACCÈS LIMITÉ AU TIBET POUR LES JOURNALISTES ÉTRANGERS

Depuis des années, la Chine est considérée comme l'un des pires pays au monde pour la liberté de la presse, et le Tibet – tout comme le Xinjiang – comme l'une de ses « zones rouges », régulièrement décrit par les journalistes comme étant plus difficile à visiter que la Corée du Nord.

Quels sont les obstacles et les défis auxquels se heurtent les journalistes étrangers qui tentent de se rendre au Tibet et de rendre compte de la situation sur place ? Qu'est-ce que la Chine tente de cacher au Tibet, et quelles sont les conséquences de l'absence de comptes

rendus indépendants de la situation sur le terrain quant à la redevabilité des autorités chinoises ? Organisé en marge de la Conférence mondiale sur la liberté de la presse, cet épisode des Tibet Talks Europe a exploré ces questions au travers des témoignages d'Ursula Gauthier, de Garrie van Pinxteren et de Brice Pedroletti, trois journalistes qui ont tenté de mettre au jour la réalité de la situation au Tibet.

[Cliquez ici pour visionner le 9ème épisode des Tibet Talks Europe sur les difficultés d'accès au Tibet pour les journalistes étrangers \(en anglais\).](#)